

Le drame des réfugiés : appel à un changement de cap

En Europe et en Allemagne

Le drame des réfugiés s'est transformé en épreuve de vérité politique. L'objectif d'une cohabitation amicale dans une Europe de la diversité est actuellement tirailé entre un égoïsme nationaliste et une politique néfaste de repli. L'Allemagne est elle aussi confrontée à un défi gigantesque qui provoque chez de nombreuses personnes un sentiment d'insécurité et qui ne pourra être surmonté que si les responsables politiques s'orientent avec courage et détermination vers une communauté durable, équitable et forte. Cependant, la détermination nécessaire pour une telle réorientation et un tel changement de cap faisant jusqu'à présent défaut, il se crée un climat dans lequel les préoccupations deviennent des peurs – peur d'une trop grande sollicitation, d'une emprise étrangère excessive et des abus. Perpétuer la peur innerve les partis rétrogrades, xénophobes, nationalistes et de droite nationaliste en Allemagne et dans d'autres pays européens.

Nous ne pourrons sortir de cette impasse politique que si nous considérons la crise des réfugiés comme un appel. Cette crise met soudain en lumière les erreurs et les manquements politiques du passé. Le manque de volonté de coopération solidaire en Europe est le fruit du chemin suivi depuis des années par l'Union européenne, un chemin qui a mis ses pays membres en concurrence les uns avec les autres et qui a divisé les plus forts et les plus faibles. Il manque à la construction européenne un fondement social et solidaire. En Allemagne, on découvre à quel point il est erroné d'adhérer de façon rigide à une politique pour laquelle le « zéro noir » (« schwarze Null », c.-à-d. le zéro déficit budgétaire en 2015) est plus important qu'une communauté durable. Ainsi, la crise des réfugiés nous montre clairement et brutalement le retard important d'un changement de cap politique radical.

Jeter des ponts plutôt qu'ériger des murs

Ce changement d'orientation commence par un programme humanitaire d'urgence de grande envergure de l'Europe. Ceux qui fuient la guerre et la misère ne peuvent pas continuer à être contraints de se rendre en Europe littéralement par le biais des sous-financements honteux des organisations humanitaires de l'ONU. Ces personnes ont besoin de moyens d'existence, de possibilités d'éducation et de perspectives d'emploi dans leur région. D'un autre côté, il faut créer en étroite coopération avec l'ONU des voies ordonnées qui peuvent être empruntées pour la fuite ainsi que des voies d'immigration légale vers l'Europe. L'Union européenne ne peut pas construire de forteresses contre les êtres humains qui fuient les persécutions et les bombes, quel que soit leur pays d'origine. L'Europe ferait ainsi naufrage, tant au niveau politique que moral. Sur le plan politique, l'Europe ne va pouvoir résoudre ses problèmes que si elle assume ses responsabilités dans la lutte contre l'origine des migrations et si elle ne se rend pas tributaire de gouvernements comme celui de la Turquie. Sur le plan moral, les valeurs européennes sont piétinées par toutes les formes de repli qui sont contraires au droit international. La Convention de l'ONU relative au statut des réfugiés et le droit fondamental à l'asile sont inviolables !

Sortir de l'impasse de l'austérité

Au lieu de placer des fonds dans la gestion des frontières, la construction de murs et l'installation de barbelés, il faudrait enfin aborder de façon constructive les moyens de surmonter le défi colossal auquel est confrontée l'Europe. S'ils sont encouragés et soutenus financièrement, un plus grand nombre d'États membres de l'Union européenne peuvent être en mesure d'accueillir et d'intégrer

des réfugiés de façon solidaire et conformément au droit international. Afin d'élargir la coalition des États prêts à accueillir des réfugiés en Europe, l'UE devrait mettre en œuvre un programme spécial commun, financé par exemple par des emprunts obligataires, pour des appartements, des écoles, des hôpitaux et des emplois pour que les municipalités prêtes à accueillir des réfugiés puissent se porter candidates pour y participer. Cela permettrait également de contribuer à une initiative européenne d'investissement qui ne se soumet pas aux règles du « pacte budgétaire » défendues de façon dogmatique par le gouvernement fédéral – des règles qui entravent depuis des années le développement économique de nombreux pays européens, qui sont source de désastres sociaux et écologiques notamment en Europe du Sud et qui éveillent de plus en plus les doutes sur la légitimité démocratique des décisions politiques. Les investissements stratégiques, par exemple dans la protection du climat, ouvrent aux pays les plus durement touchés par la crise de nouvelles voies vers une croissance écologiquement viable et permettent également de contribuer efficacement à la lutte contre les principales origines des migrations de demain.

Changer de cap avec des investissements d'avenir pour l'Allemagne

L'intégration en Allemagne des personnes qui ont fui la guerre, la misère et les persécutions politiques nécessite d'agir de façon réfléchie et courageuse. L'intégration sera réussie si elle s'inscrit dans la refonte des infrastructures sociales au profit de toutes les personnes qui vivent dans le pays.

En premier lieu, les pays et avant tout les communes doivent recevoir un soutien financier immédiat de l'État fédéral allemand dans une mesure qui leur permet de s'attaquer aux investissements d'avenir les plus urgents. Il est important pour toutes les personnes qui vivent actuellement en Allemagne et qui y vivront à l'avenir que notre système éducatif – qui commence à la crèche – soit modernisé et renforcé. Nous avons besoin d'un personnel qualifié en plus grand nombre et mieux payé dans les services publics, mais aussi de plus logements abordables pour tous les habitants des agglomérations. Les investissements nécessaires à la viabilité de notre communauté ne peuvent pas être sacrifiés en faveur du mantra de la « politique d'austérité ». Compte tenu des taux d'intérêt bas, le financement des investissements publics n'a jamais été aussi abordable pour l'État. De plus, l'élimination des niches fiscales et une imposition plus juste – principalement des revenus du capital et des grandes fortunes – sont inévitables pour la capacité d'exercice des droits de l'État. En outre, une évolution positive sur le marché du travail ne peut être menacée dès lors que la crise des réfugiés est utilisée de façon abusive pour un affaiblissement des normes sociales telles que le salaire minimum légal. L'intégration difficile des réfugiés sur le marché du travail ne sera réussie que si elle met à profit toutes les personnes qui travaillent et tous les demandeurs d'emploi en Allemagne.

De cette situation nous grandirons

Les succès électoraux du parti radical de droite allemand AfD (Allianz für Deutschland – Alternative pour l'Allemagne), et les nombreuses attaques de l'extrême-droite ne peuvent pas masquer le fait que la grande majorité de la société allemande continue à se montrer généreuse, serviable et ouverte d'esprit. L'engagement de la société démontre un dynamisme et une inventivité – les moteurs les plus puissants tant pour la cohésion sociale que pour le progrès social. C'est sur cette société civile solidaire que peut et que doit s'appuyer une politique réfléchie et bien dirigée.

Si nous changeons de cap avec le cœur et la raison, nous grandirons tous de cette situation – aussi bien au niveau humain, social et économique. Si nous investissons maintenant dans notre avenir, l'Allemagne sera dans dix ans un pays plus fort, socialement plus juste et écologiquement plus

durable qu'elle ne l'est aujourd'hui. Avec un tel changement d'orientation, l'Allemagne aidera à restaurer, à la fois dans le pays et à l'étranger, la confiance en l'avenir de l'Europe : nous pouvons créer une Europe solidaire, démocratique et sociale !

Traduction : Maxime BENATOUIL, Paris